

Alternatives Economiques

 alternatives-economiques.fr/reponse-cest-leurope/00087333

Anne-Laure Delatte, Lucas Chancel et Thomas Piketty *et al.*, *Alternatives économiques*, 12 décembre 2018

Changement climatique, accueil des migrants, crise des institutions, justice fiscale... Sept économistes et politistes formulent des propositions pour redonner un nouvel élan à l'Europe. A commencer par la création d'une Assemblée européenne qui permettra de discuter et de voter de nouveaux impôts européens.

Il y a eu le Brexit, l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis et puis des candidats extrémistes ont été portés au pouvoir dans plusieurs grands pays. Ces gouvernements ont commencé à mettre à exécution leurs politiques antimigrants. On a aussi appris que les émissions de CO₂ avaient augmenté de 2 % en 2018, cause essentielle du réchauffement climatique. En France, la fin d'année a été marquée par les manifestations des gilets jaunes, dont une des origines est le sentiment d'injustice sociale et fiscale au vu de la montée des inégalités.

« Nous pensons que le discours du compromis et de l'inéluctable est mortifère et erroné. Nous avons travaillé ensemble pour proposer des solutions précises et concrètes »

Face à des enjeux si graves et si différents, existe-il des solutions politiques capables de renverser les tendances ? Faut-il faire des compromis sur le long terme et sur nos valeurs ? Traiter les fins de mois avant la fin du monde ? Protéger nos frontières pour ne pas perturber l'ordre social ? Bien au contraire ! Nous pensons que le discours du compromis et de l'inéluctable est mortifère et erroné. Nous avons travaillé ensemble pour proposer des solutions précises et concrètes. Nous les mettons à présent sur la place publique pour que chacun s'en saisisse et en débattenne pour les améliorer.

Trois constats

Notre engagement part de trois constats. Premièrement, les politiques nationales ne sont pas efficaces contre le réchauffement climatique, contre les inégalités et pour l'accueil et l'intégration des migrants. Les traiter comme des enjeux nationaux n'est pas seulement inefficace, mais exacerbe le problème. La concurrence fiscale en est une bonne illustration : le chacun pour soi a conduit à une baisse mondiale des prélèvements obligatoires depuis les années 1980, ce qui a contribué à la montée des inégalités et à la dégradation des infrastructures et des services publics.

« S'il faut faire face à ces enjeux de façon collective, nous avons besoin de mettre des ressources en commun pour le réaliser »

Sur le même sujet

Deuxièmement, s'il faut faire face à ces enjeux de façon collective, nous avons besoin de mettre des ressources en commun pour le réaliser. Troisièmement, l'Europe serait le bon niveau pour faire face ensemble à ces défis, mais sa gouvernance politique ne le permet pas. Elle est dysfonctionnelle et manque de légitimité démocratique. Les deux instances les plus influentes sont la Banque centrale européenne (BCE) et l'eurogroupe, qui réunit

tous les mois les ministres des Finances de façon informelle. Or, ces lieux de décision n'ont aucun compte à rendre aux citoyens, car la BCE est indépendante et l'eurogroupe n'est pas inscrit dans les traités ! Nous avons besoin de l'Europe, mais pas de cette Europe-là.

Un budget commun

La lutte contre le changement climatique, l'organisation de l'accueil et de l'intégration des migrants, les investissements dans l'environnement et dans la recherche universitaire produisent des gains qui dépassent le niveau local où ils peuvent être réalisés. Pour créer de la valeur ajoutée européenne, d'où nous tirerons un bénéfice collectif, il nous paraît plus logique de financer les politiques communes par des impôts communs, prélevés au niveau européen. Ceux qui bénéficient le plus d'Europe, les entreprises multinationales et les ménages les plus aisés, sont ceux qui, proportionnellement à leurs revenus, contribuent le moins. C'est pourquoi nous proposons de lever un impôt commun sur les bénéficiaires des sociétés et un impôt commun et progressif sur les hauts patrimoines et les hauts revenus. Nous créons également un impôt carbone pour orienter les comportements et favoriser la transition vers une économie soutenable pour notre environnement.

Nous proposons de lever un impôt commun sur les bénéficiaires des sociétés et un impôt commun et progressif sur les hauts patrimoines et les hauts revenus

Notre proposition de budget vient s'ajouter au budget européen actuel. Concrètement, il permet de monter à plus de 5 % de produit intérieur brut (PIB) le montant des dépenses communes. Pour faire quoi ? Nous créons un fonds disposant des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Notre fonds est trois fois plus ambitieux que l'actuel plan Juncker, qui finance encore la vieille économie comme des autoroutes. Le second défi et bien commun que notre budget prend à bras-le-corps est l'accueil et l'intégration des migrants.

Alors que le budget actuel vise à protéger les frontières et prévenir l'arrivée de nouveaux migrants, nous pensons au contraire qu'intégrer ces nouveaux migrants au marché du travail européen est une véritable opportunité économique et notre devoir, pour être cohérent avec les valeurs humanistes européennes. Nous investissons aussi dans les emplois de demain en soutenant la formation et l'innovation par des dépenses pour la recherche, le fonctionnement des universités et les étudiants. Enfin, nous reversons la moitié des nouvelles ressources directement aux Etats pour qu'ils puissent réduire les impôts nationaux et/ou opérer des transferts monétaires vers les populations qu'ils souhaitent. Chaque Etat sera souverain sur la façon de dépenser ces nouvelles ressources.

Pour une Assemblée européenne

Ces transferts directs des ressources propres européennes aux Etats membres sont un principe de fédéralisme budgétaire radicalement nouveau. Nous prévoyons une limite des transferts entre pays à 0,1 % du PIB, car notre objectif ici n'est pas de réduire les inégalités entre Etats membres mais à l'intérieur des pays.

Parce qu'il faut aller vite, mais aussi sortir l'Europe de l'ornière technocratique, nous proposons la création d'une Assemblée européenne qui permettra de discuter et de voter ces nouveaux impôts européens comme ce budget de démocratisation, sans qu'il soit nécessaire de modifier l'ensemble des traités. Cette Assemblée européenne devra bien sûr dialoguer avec les instances de décisions actuelles, en particulier l'eurogroupe, mais c'est elle qui, en cas de désaccord, aura le dernier mot. Il en va de sa capacité à être le lieu où se forme un nouvel espace politique transnational où partis, mouvements sociaux et organisations non gouvernementales (ONG) pourront reprendre enfin la main.

Nous proposons la création d'une Assemblée européenne associant parlementaires nationaux et européens

Parce que cette Assemblée européenne aura compétence pour adopter des impôts et rentrer au cœur même du pacte démocratique, fiscal et social des Etats membres, nous proposons d'y associer parlementaires nationaux et européens. En accordant aux premiers une place centrale, on transformera *de facto* les élections législatives nationales en élections européennes : les députés nationaux ne pourront plus se contenter de se défaire sur Bruxelles, et n'auront d'autre choix que d'expliquer aux électeurs les projets et budgets qu'ils comptent défendre au sein de l'Assemblée européenne. En réunissant les parlementaires nationaux européens au sein d'une même assemblée, on créera des habitudes de cogouvernance, qui n'existent aujourd'hui qu'entre chefs d'Etat et ministres des Finances.

Ce qui est radicalement nouveau dans notre projet, c'est notre solution au problème de la règle d'unanimité en matière fiscale qui bloque toute avancée depuis trente ans : l'ensemble du projet a été conçu pour qu'il puisse être juridiquement et économiquement adopté et appliqué par n'importe quel sous-ensemble de pays qui le souhaite.

Toutes nos propositions sont disponibles en ligne. Notre projet peut être repris et amélioré par tous les citoyennes et citoyens européens ainsi que tous les mouvements politiques. Si vous vous reconnaissez dans ce projet, nous vous invitons à exprimer votre soutien en le signant en ligne !

Manon Bouju, économiste

Lucas Chancel, économiste, co-directeur du World Inequality Lab

Anne-Laure Delatte, économiste, chargée de recherche au CNRS

Stéphanie Hennette-Vauchez, juriste, professeure à l'Université de Nanterre

Thomas Piketty, économiste, directeur d'études à l'EHESS

Guillaume Sacriste, politiste, maître de conférences à l'Université Paris 1-Sorbonne

Antoine Vauchez, politiste, directeur de recherche au CNRS